

Paris, le 27 août 2018

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### L'alcool toujours aussi dangereux, la France sans politique de santé

Une étude internationale publiée le 23 août 2018 dans la revue de référence The Lancet<sup>[1]</sup> a confirmé la responsabilité de la consommation d'alcool dans les problèmes de santé, notamment la survenue de cancers. L'ampleur de la population étudiée (28 millions de personnes de 195 pays), les compétences mobilisées (1800 chercheurs dans 127 pays) et la durée de l'étude (25 ans) en rendent les conclusions indiscutables :

- Un seul verre par jour suffit à augmenter le risque de développer l'un des 23 problèmes de santé associé à l'alcool ;
- Il n'existe pas d'effet protecteur à faible dose, contrairement à ce qu'essaie de nous vendre le lobby alcoolier ;
- L'augmentation des risques est faible à un verre par jour, mais augmente ensuite rapidement.

Devant ces résultats sans ambiguïté, une des co-auteurs de cette vaste étude, Emmanuela Gakidou, en déduit logiquement : *"Nous devons réévaluer nos recommandations de santé publique sur l'alcool. Cela peut passer par la mise en place de taxe, des heures de vente, voire l'interdiction de la publicité."*

Les conclusions des scientifiques et leurs recommandations logiques en termes de politique de santé auront pourtant du mal à trouver un écho en France, qui est pourtant un des pays les plus touchés au monde par les conséquences sanitaires de la consommation d'alcool. Le lobby de l'alcool, et en première ligne le lobby du vin, est vent debout contre le moindre début de mesure qui informerait la population sur les risques, sans parler de mesures plus contraignantes. Dans une tribune provocante et irresponsable en juillet, de prestigieux producteurs ont même estimé que l'information sur les dangers pour les femmes enceintes serait "mortifère". The Lancet rappelle avec éclat que ce qui est réellement mortifère, au sens propre, c'est la consommation d'alcool.

Les conséquences sanitaires sont particulièrement lourdes en France et la difficulté pour le gouvernement de publier un plan national sur le thème laisse craindre que ces hésitations ne conduisent qu'à quelques mesurette sans réelle portée, mais accompagnées d'un plan de communication pour faire passer la pilule. Pourtant, l'opinion est prête. L'enquête conduite à la demande de la Ligue nationale contre le cancer avait montré que 60% des Français étaient favorables à une taxation plus importante, 70% se prononçaient pour une interdiction totale de la publicité et 80% pour un étiquetage plus informatif sur les risques.

Pour autant, les Français ne se font pas d'illusion. Ils étaient 77% à penser que les décideurs publics étaient influencés par les producteurs d'alcool et 66% que les producteurs empêchent la mise en place d'une politique de santé efficace.

L'ANPAA appelle le gouvernement à faire preuve à la fois de cohérence et d'efficacité dans la mise en place d'une véritable politique de santé en matière d'alcool et à informer de manière objective sur les risques pour la santé, désormais indiscutés au niveau international.

Les mesures à prendre sont connues et l'opinion est prête. Il n'y a même pas besoin de courage politique, simplement de détermination face à des lobbies qui ne représentent que leurs intérêts.

---

*[1] Alcohol use and burden for 195 countries and territories, 1990–2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016, GBD 2016 Alcohol Collaborators, The Lancet, 23 août 2018*

**Contact presse :**

**Pôle Communication & Plaidoyer**

**01 42 33 52 89 / 01 42 33 74 86**

**[comm@anpaa.asso.fr](mailto:comm@anpaa.asso.fr)**

\*\*\*

**A propos de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)**

L'ANPAA est un acteur majeur du secteur français de l'addictologie avec plus de 90 établissements et équipes de prévention, de soins et d'accompagnement dans 72 départements et à l'île de la Réunion. Son domaine d'action couvre l'ensemble des produits, activités et conduites addictives : usage, usage détourné et mésusage d'alcool, tabac, drogues illicites et médicaments psychotropes, pratiques de jeu excessif et autres addictions sans produit.